

## Nouvelles de Février 2019

### Numéro 111

Écrit et compilé par Trudy Huskamp Peterson pour le GTDH

#### Commentaires.

*Two roads diverged in a wood, and I--  
I took the one less traveled by,  
And that has made all the difference.*

“The Road Not Taken”

Robert Frost (U.S. poet), 1915

Au cours de la dernière décennie, des jeunes hommes et femmes originaires du monde entier ont pris la route de l'EI au Moyen-Orient. La plupart étaient musulmans, certains ne l'étaient pas; la plupart étaient des hommes, certains étaient des femmes; certains sont allés en Syrie, certains sont allés en Irak et dans d'autres pays avec des affiliés d'ISIS. Après leur arrivée en Syrie, certains ont brûlé leurs passeports.

Maintenant que le groupe djihadiste d'EI est coincé en Syrie, certains membres, captifs, et les gens balayés dans le territoire du groupe s'enfuient et se rendent. Détenus dans divers prisons et centres de détention, ils comprennent des enfants nés pendant que leurs mères étaient avec l'EI. Certains détenus veulent retourner dans leur pays natal où leurs parents sont impatients de voir leurs enfants et leurs petits-enfants. Cependant, le retour est controversé dans les pays d'origine, où les responsables craignent que ces adhérents de l'EI ne peuvent pas avoir renoncé à l'extrémisme et représentent un danger pour la sécurité nationale.

Fin 2017, l'Iraq et la Russie ont annoncé qu'ils avaient mis en place une base de données conjointe répertoriant les enfants russophones “dont les parents sont soupçonnés d'avoir été tués alors qu'ils combattaient dans les rangs des groupes de l'État islamique” et qui sont dans les “foyers d'enfants gérés par le gouvernement à Bagdad”, et ce afin de les renvoyer à des parents en Russie. La Russie estime qu'il y a “environ 500 enfants” d’origine russe ou des anciens pays de l'Union soviétique” dans ces foyers. Lorsque le gouvernement irakien reçoit des documents officiels de l'ambassade de Russie à Bagdad “prouvant que ces enfants sont d'origine russe”, le Conseil judiciaire supérieur irakien décide si l'enfant doit être envoyé en Russie et le département de l'immigration” tamponne le passeport. Le nombre de ces enfants transportés n'a pas été rapporté.

[https://www.telesurtv.net/english/opinion/Iraqi-Ambassador-to-Russia-on-Bringing-Them-Home-Campaign-20170923-0013.html?utm\\_source=planisys&utm\\_medium=NewsletterIngles&utm\\_campaign=NewsletterIngles&utm\\_content=36](https://www.telesurtv.net/english/opinion/Iraqi-Ambassador-to-Russia-on-Bringing-Them-Home-Campaign-20170923-0013.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=36)

Contrairement à cette situation, les rapatriés potentiels d'aujourd'hui sont des adultes et parfois des adultes avec des enfants. Selon le *Washington Post*, la France envisage de rapatrier plus de 100 anciens combattants de l'État islamique, avec leurs familles, tandis que le gouvernement belge se bat pour “rapatrier six enfants belges avec leurs mères, anciennes sympathisantes de l'État islamique qui ont voyagé deux fois en Syrie.” <https://www.ndtv.com/world-news/shamima-begum-19-who-joined-isis-to-lose-uk-citizenship-1996814> Il est relativement facile pour un gouvernement de déterminer si une personne a reçu un passeport, et dans la plupart des pays, il y a des enregistrements de naissance et des registres scolaires et des services sociaux et des données de recensement qui montrent la citoyenneté. Mais deux exemples montrent les complications qui peuvent survenir lorsqu'un gouvernement envisage un retour.

\* Shamima Begum, née au Royaume-Uni de parents bangladais qui sont des citoyens naturalisés, s'est enfuie de sa maison en 2015 pour rejoindre l'EI. Elle veut revenir. Au Royaume-Uni, il est seulement possible de retirer à une personne sa nationalité britannique si elle est éligible à la citoyenneté ailleurs “et on pense que Mme Begum pourrait être une citoyenne bangladaise parce qu'elle est née d'une mère qui est censée être bangladaise”, a rapporté *BBC News*. <https://www.bbc.com/news/uk-47310206>. Par conséquent, le ministère de l'intérieur du Royaume-Uni a adressé une lettre à ses parents,

déclarant que la citoyenneté britannique lui était retirée et qu'elle était interdite de retour. Un avocat de l'immigration a déclaré au *Washington Post* que les enfants des parents bangladais sont automatiquement des citoyens à la naissance, mais cela se termine à l'âge de 21 "s'ils ne font pas un effort pour conserver cette citoyenneté." <https://www.ndtv.com/world-news/shamima-begum-19-who-joined-isis-to-lose-uk-citizenship-1996814> Shamima ne l'a pas fait; à moins qu'elle n'agisse dans ce sens, elle pourrait être apatride dans deux ans. La nationalité de son fils, dont le père est hollandais, est également en cause. Le *Guardian* a rapporté que le service néerlandais de l'immigration et de la naturalisation a déclaré que "vivre aux Pays-Bas avec un ressortissant néerlandais, un conjoint ou un partenaire aurait besoin d'un permis de séjour – ce qui nécessiterait un passeport valide ou un autre document de voyage", ce qu'elle n'a pas. <https://www.theguardian.com/uk-news/2019/mar/03/shamima-begum-dutch-husband-wants-to-take-teenager-to-netherlands>

\* Si ce cas n'est pas assez compliqué, regardez le cas d'Hoda Muthana. Elle est née aux États-Unis le 28 octobre 1994 de parents yéménites. Son père était un diplomate yéménite aux Nations Unies, et il "a cédé son identité diplomatique" soit en juin 1994 avant la naissance de sa fille, faisant d'elle une citoyenne américaine de droit, ou en février 1995, ce qui ferait d'elle un Yéménite. Après la naissance d'Hoda, les deux parents ont obtenu la carte de résidence "Green Cards" et sont restés aux États-Unis. Hoda a obtenu un passeport américain en 2004 et un renouvellement en 2014, juste avant qu'elle ne se rende en Syrie et rejoigne ISIS où elle a publiquement brûlé son passeport. Elle veut maintenant revenir. Le gouvernement américain a révoqué son passeport en janvier 2016 en disant qu'il lui avait été émis par erreur: elle n'était pas une citoyenne par sa naissance parce que "l'examen des archives de l'ONU par la mission américaine a montré que le père de Muthana a perdu son statut diplomatique des mois après la naissance d'Hoda." Une complication supplémentaire: elle a un fils dont le père est tunisien; la citoyenneté de son fils n'est pas claire. <https://www.vox.com/world/2019/2/22/18236309/hoda-muthana-isis-citizen-trump-pompeo>

Passeports, registres de naissance, cartes vertes, registres de naturalisation, records de contrôle des frontières, preuves vidéo d'actions au nom de l'EI: quel que soit le chemin choisi, il est pavé de documents. Et cela fait toute la différence.

### **Nouvelles Internationales.**

Cour Internationale de Justice. Les îles Chagos faisaient partie de l'île Maurice alors colonie du Royaume-Uni. En 1965, le Royaume-Uni sépare les îles de l'île Maurice, qui devient indépendante en 1968. La population des îles a été déplacée de force, et les États-Unis et le Royaume-Uni ont convenu que les États-Unis établiraient une base sur l'île de Diego Garcia. La population de Chagos a demandé aux Nations Unies de solliciter un avis consultatif de la CIJ sur le statut des îles, ce que l'Assemblée Générale des Nations Unies a fait en 2017. Le 25 février, la CIJ a émis l'avis selon lequel "le processus de décolonisation de Maurice n'a pas été légalement achevé lorsque ce pays a accédé à l'indépendance en 1968, à la suite de la séparation de l'archipel des Chagos", que "le Royaume-Uni est sous l'obligation de mettre fin à son administration de l'archipel des Chagos aussi rapidement que possible," et que "tous les États membres sont tenus de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies pour achever la décolonisation de Maurice". Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG*, Septembre 2018. <https://www.icj-cij.org/files/case-related/169/169-20190225-01-00-EN.pdf>

Nations Unies. Le Secrétaire-général Dag Hammarskjöld s'est envolé pour une réunion au Congo en 1961 quand son avion s'est écrasé, tuant tout le monde à bord. Le fils de Heinrich Wieschhoff, un conseiller de Hammarskjöld qui a été tué dans l'accident, s'est plaint que l'ONU n'avait "pas engagé à un niveau élevé avec des États membres récalcitrants" pour leur faire déclassifier et soumettre des documents pertinents à l'enquête actuelle sur le crash, a rapporté *Passblue*. Il a également dit que l'ONU "a été lente à déclassifier complètement ses propres archives et refuse toujours de publier certains documents." <https://www.passblue.com/2019/02/05/the-elusive-truth-about-the-death-of-dag-hammarskjold/>; <https://www.nytimes.com/2019/02/17/world/africa/hammarskjold-crash-mystery.html?partner=IFTT>

Banque mondiale. La Cour suprême des États-Unis a statué que "tout comme les pays étrangers, des organisations internationales telles que la Banque mondiale peuvent être poursuivies en justice aux États-Unis quand ils agissent comme des acteurs privés sur le marché", a rapporté *SCOTUSblog*. Les

personnes vivant près d'une centrale électrique en Inde qui a été financée par *International Finance Corporation*, une filiale de la Banque mondiale, a poursuivi la Banque, affirmant qu'elle avait "violé les dispositions de l'accord de prêt qui ont été inclus pour protéger la communauté entourant l'usine." La Banque a soutenu qu'elle était protégée contre la responsabilité légale par une loi américaine datant de 1945 à 1998; la Cour suprême n'était pas d'accord. L'affaire revient maintenant à la Cour inférieure pour décision sur le fond. <https://www.scotusblog.com/2019/02/opinion-analysis-justices-hold-that-international-organizations-do-not-have-near-complete-immunity/>

**Programme Alimentaire Mondial (PAM).** Le PAM a annoncé qu'il est en partenariat avec la société de logiciels Palantir pour "lancer un effort d'intégration de données qui inclurait des records de distributions aux bénéficiaires mais ... pas de données personnelles identifiables", a déclaré *IRIN*. Palantir, basé en Californie, est connu "pour son travail dans le renseignement et l'application de l'immigration et a des liens avec la CIA." Le Forum des données responsables a écrit une lettre ouverte au PAM qui proteste contre la sélection, soulignant les risques de «désanonymisation» des données, de partis pris dans les algorithmes et de contrôle des données. Le PAM a répondu qu'il était prêt à "engager un dialogue constructif" sur ces questions. Presque simultanément, le PAM a annoncé avoir reçu le *Global Mobile Award* "pour sa contribution exceptionnelle aux objectifs de développement durable pour SCOPE CODA, une solution mobile pour fournir une assistance en ligne conditionnelle". Il a déclaré que le logiciel "réduit la saisie manuelle des données, le rapport et l'analyse — gain de temps tout en ajoutant la durabilité et la sécurité des records." <https://www.irinnews.org/news/2019/02/05/un-palantir-deal-data-mining-protection-concerns-wfp> ; <https://responsibledata.io/2019/02/08/open-letter-to-wfp-re-palantir-agreement/>; <https://lindaraftree.com/2019/03/02/a-discussion-on-wfp-palantir-and-the-ethics-of-humanitarian-data-sharing/>; <https://www1.wfp.org/news/wfp-scoops-award-mobile-world-congress-tackling-malnutrition-real-time-data>

## **Nouvelles du monde/générales.**

**Archives du monde des affaires.** Après une enquête de trois ans, le bureau antitrust de l'Allemagne "a statué que Facebook ne sera plus en mesure de collecter librement des données de services tiers et des sites Web et de fusionner ces données avec les profils des utilisateurs de Facebook" à moins que les utilisateurs lui donnent leur "consentement explicite", a rapporté *VICE News*. [https://news.vice.com/en\\_us/article/3kqkqw/germany-facebook-stop-tracking-users-around-the-internet](https://news.vice.com/en_us/article/3kqkqw/germany-facebook-stop-tracking-users-around-the-internet)

Quatre veuves poursuivent Royal Dutch Shell, l'accusant "d'être complice de la pendaison de leurs maris par l'armée nigériane en 1995", a rapporté *BBC News*. Deux des femmes ont témoigné devant le Tribunal à la Haye, "mais deux autres ont été privées de visas pour y assister". Shell rejette les accusations; les records commerciaux sont pertinents pour l'affaire. Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG*, décembre 2015. <https://www.bbc.com/news/world-africa-47210442>

Les procureurs du Honduras ont formellement présenté des éléments de preuve contre le directeur général d'*Energy Development SA (DESA)* pour avoir prétendument masqué le meurtre de la militante autochtone de l'environnement, Berta Caceres, en 2016. Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG*, novembre 2018. <http://en.escambray.cu/2019/honduras-investigations-continue-on-berta-caceres-murder/>

Après l'effondrement le 15 janvier d'un barrage au Brésil qui a tué plus de 100 personnes et contaminé la campagne adjacente avec des déchets de minerai de fer, un certain nombre d'investisseurs institutionnels ont appelé de leurs vœux "un système de classification publique indépendante mondiale pour surveiller le risque de sécurité de "résidus" liés aux mines", a rapporté *IPE*. La Fondation pour l'exploitation minière responsable a publié son indice d'exploitation minière responsable, qui a constaté que les 30 sociétés minières qu'elle a évaluées "ont obtenu une moyenne de seulement 22% sur le suivi, l'examen et l'action pour améliorer leur gestion des risques de résidus". La Fondation "soutient les appels pour une base de données internationale sur les barrages de résidus miniers" et "encourage" les entreprises minières à "faire en sorte que toutes les informations relatives aux risques liés aux résidus soient accessibles au public, y compris tous les examens internes et externes, la préparation aux situations d'urgence et les plans d'intervention, ainsi que toutes les informations pertinentes sur l'assurance financière prévues pour la gestion et la valorisation des catastrophes." Il n'a pas suggéré qui

gérerait la base de données proposée. <https://www.responsibleminingindex.org/en/foundation/research-insights/1:https://www.ipe.com/news/esg/investors-call-for-action-after-brazilian-mining-disaster/10029312.article>

La société américaine Thermo Fisher Scientific Inc. a annoncé “qu'elle ne vendra plus ou ne servira plus de séquenceurs génétiques dans la région majoritairement musulmane de Chine du Xinjiang suite à la critique selon laquelle ils ont été utilisés pour la surveillance qui a porté atteinte aux droits de l'homme,” a rapporté le *Wall Street Journal*. L'équipement de l'entreprise est utilisé pour analyser l'ADN à stocker dans les bases de données d'ADN. <http://www.thestandard.com.hk/breaking-news.php?id=122373>

Le scandale qui engloutit Purdue Pharma, sa fabrication et sa commercialisation de l'opioïde OxyContin a continué. Les chercheurs de RAND, un organisme de recherche à but non lucratif, ont rapporté que Purdue a reformulé l'OxyContin en 2010 pour “rendre plus difficile l'abus direct”, mais cela a entraîné une forte augmentation des infections à l'hépatite C, car les toxicomanes ont changé de prescription de médicaments à l'héroïne injectable.” Ils ont fondé l'étude sur les dossiers des “taux d'infections de l'hépatite C dans chaque État de 2004 à 2015, examinant les différences entre les États en fonction du niveau d'utilisation abusive du médicament avant que la reformulation ait eu lieu.” Cette nouvelle a été suivie de la publication par *STAT* et *ProPublica* du contenu d'une déposition de 2015 par Richard Sackler, un membre de la famille qui contrôle l'entreprise. Au cours de la déposition on a montré à Sackler “des dizaines de courriels, mémos et autres records concernant la commercialisation de l'OxyContin” dans lequel il a soutenu ne pas corriger “la fausse impression chez les médecins qu'OxyContin était plus faible que la morphine, parce que le mythe stimulait les prescriptions et les ventes.” <https://www.rand.org/news/press/2019/02/04.html> ; [https://www.statnews.com/2019/02/21/purdue-pharma-richard-sackler-oxycontin-sealed-deposition/?utm\\_source=STAT+Newsletters&utm\\_campaign=20e6c88c42-purdue\\_alert\\_22119&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_8cab1d7961-20e6c88c42-149736437](https://www.statnews.com/2019/02/21/purdue-pharma-richard-sackler-oxycontin-sealed-deposition/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=20e6c88c42-purdue_alert_22119&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-20e6c88c42-149736437)

Archives de l'Église. Le *Houston Chronicle* et le *San Antonio Express-News*, tous deux dans l'État américain du Texas, ont rapporté que leur enquête de 6 mois a découvert qu'environ 380 dirigeants de l'église baptiste du Sud et des travailleurs ont été accusés d'inconduite sexuelle depuis 1998, faisant plus de 700 victimes. <https://www.houstonchronicle.com/local/investigations/abuse-of-faith/>

Pendant ce temps, les révélations de sévices sexuels et sur des enfants infligés par des membres du clergé de l'Église catholique dans de nombreux pays ont continué. Voici un échantillon:

\* Trouvée “enterré sur le site du Vatican”, une “collection de pages” fournissant des statistiques sur “des centaines de cas d'abus sont remis annuellement par les évêques à l'organe disciplinaire du Vatican, la Congrégation pour la doctrine de la foi,” a rapporté le *Washington Post*. <https://www.smh.com.au/world/europe/abuse-statistics-found-buried-on-vaticans-website-20190223-p50zsf.html>

\* Les diocèses de l'État américain du Texas ont publié les noms de près de 300 prêtres “crédiblement accusés d'avoir abusé sexuellement d'enfants au cours des dernières décennies”, a rapporté *VICE News*. Au moins 15 États américains planifient ou enquêtent déjà sur des abus. [https://news.vice.com/en\\_us/article/wjmdwn/texas-catholic-church-releases-names-of-nearly-300-priests-accused-of-child-abuse](https://news.vice.com/en_us/article/wjmdwn/texas-catholic-church-releases-names-of-nearly-300-priests-accused-of-child-abuse)

\* Comme le scandale a atteint le Mexique, l'archevêque de Monterrey a dit qu'il n'avait pas le “chiffre exact” du nombre de victimes d'abus de clercs, mais a déclaré que le nombre est proche de 150. Selon *Telesur*, les autorités catholiques mexicaines reconnaissent qu'elles doivent “rassembler des statistiques, parce qu'au Mexique il n'y a pas de centre pour la collecte d'information”. [https://www.telesurenglish.net/news/Mexican-Bishop-Admits-Sexual-Abuse-is-Rampant-Amid-Revelation-20190212-0003.html?utm\\_source=planisys&utm\\_medium=NewsletterIngles&utm\\_campaign=NewsletterIngles&utm\\_content=8](https://www.telesurenglish.net/news/Mexican-Bishop-Admits-Sexual-Abuse-is-Rampant-Amid-Revelation-20190212-0003.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=8)

\* Au Brésil, un groupe de religieuses accusait un prêtre de “viol et lavage de cerveau”, a rapporté *Folha de S. Paulo*. Le reporter a écouté un enregistrement audio de 2015 dans lequel le prêtre est “confronté par des parents d'une ancienne religieuse sur les relations sexuelles qu'il aurait gardé avec les jeunes femmes sous sa tutelle” et sur une “image sexuellement explicite

qu'il a envoyé sur Skype.” <https://www1.folha.uol.com.br/internacional/en/brazil/2018/09/former-nuns-accuse-catholic-priest-of-rape-and-brainwashing.shtml>

Archives médicales. *The Lancet* a consacré un numéro sur l'égalité entre les sexes en science, médecine et dans le domaine global de la santé. *STAT* a rapporté qu' "une étude biomédicale sur 3 inclut des données sur les différences sexuelles, qui peut limiter l'application des découvertes dans le monde réel." [https://www.thelancet.com/lancet-women?utm\\_source=STAT+Newsletters&utm\\_campaign=ab0f5c8765-MR\\_COPY\\_12&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_8cab1d7961-ab0f5c8765-149736437](https://www.thelancet.com/lancet-women?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=ab0f5c8765-MR_COPY_12&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-ab0f5c8765-149736437)

Des sociétés telles que LexisNexis "ont collecté les données des réclamations d'assurance, records de santé numériques, records de logement, et même des informations sur les amis d'un patient, famille et colocataires, sans dire au patient qu'ils accèdent à l'information, et créant des scores de risque pour les prestataires de soins de santé et les assureurs", a rapporté *Politico*. <https://www.politico.com/story/2019/02/03/health-risk-scores-opioid-abuse-1139978>

Vie privée. La société chinoise ByteDance paiera une amende de 5,7 millions de dollars aux États-Unis parce que son application TikTok, selon la Federal Trade Commission des États-Unis, "recueillait illégalement informations provenant d'enfants de moins de 13 ans." TikTok, une "application de synchronisation des lèvres", a été téléchargée plus d'un milliard de fois, selon *WIRED*, avec un "pourcentage significatif" d'utilisateurs de moins de 13 ans. TikTok a annoncé qu'elle "lançait une partie distincte de son application pour les enfants de moins de 13 ans." [https://www.wired.com/story/tiktok-ftc-record-fine-childrens-privacy/?CNDID=53684912&CNDID=53684912&bxid=MjcwMDU3MDMwNzYzS0&hasha=8fcd7efd9e9d6389b9f914ad34a5948d&hashb=be86af3880f5d49a71f804266e79b70bb4fa408d&mbid=nl\\_02282019\\_daily\\_list3\\_p2&source=DAILY\\_NEWSLETTER&utm\\_brand=wired&utm\\_mailing=WIRED%20NL%20022819%20\(1\)&utm\\_medium=email&utm\\_source=nl](https://www.wired.com/story/tiktok-ftc-record-fine-childrens-privacy/?CNDID=53684912&CNDID=53684912&bxid=MjcwMDU3MDMwNzYzS0&hasha=8fcd7efd9e9d6389b9f914ad34a5948d&hashb=be86af3880f5d49a71f804266e79b70bb4fa408d&mbid=nl_02282019_daily_list3_p2&source=DAILY_NEWSLETTER&utm_brand=wired&utm_mailing=WIRED%20NL%20022819%20(1)&utm_medium=email&utm_source=nl)

Un chercheur a constaté que "Twitter conserve les messages directs pendant des années, y compris les messages que vous et d'autres ont supprimés, mais aussi les données envoyées à et à partir de comptes qui ont été désactivés et suspendus", a déclaré *TechCrunch*. <https://techcrunch.com/2019/02/15/twitter-direct-messages/>

Technologie. *The Verge* a publié un article inquiétant sur le 15 000 "examineurs de contenu" Facebook qui travaillent dans le monde entier pour modérer les messages Facebook et supprimer ceux qui contiennent des discours haineux, des attaques violentes, la pornographie graphique et d'autres images qui violent les normes internationales de la société. L'effet psychologique de la surveillance du volume des postes est significatif; un ancien "modérateur" a confié: "nous faisons quelque chose qui obscurcissait notre âme. " Tout cela pour garder le reste d'entre nous en sécurité. <https://www.theverge.com/2019/2/25/18229714/cognizant-facebook-content-moderator-interviews-trauma-working-conditions-arizona>

Human Rights Watch, Amnesty International et un sénateur américain ont pressé Apple et Google de retirer de leurs magasins le portail de l'e-gouvernement saoudien gratuit "Absher" qui, entre autres caractéristiques, "permet aux hommes en Arabie saoudite de préciser quand et où les femmes adultes sous leur la tutelle, y compris les épouses et les filles célibataires, sont autorisés à voyager", a rapporté *Al Jazeera*. "Une fonction SMS envoie un message au tuteur masculin lorsque leurs épouses et filles célibataires utilisent leur passeport à un poste frontalier ou aux comptoirs d'immigration à un aéroport." <https://www.aljazeera.com/news/2019/02/apple-google-urged-remove-app-lets-saudi-men-track-wives-190213082939373.html>

Guerre du Vietnam. Entre 1965 et 1972, les militaires des États-Unis ont pulvérisé 80 millions de litres d'agent orange contaminés par la dioxine TCDD pour tuer la vie végétale dans les régions du Vietnam où les combats se produisaient. En écrivant dans *Open Journal of Soil Science*, les chercheurs ont dit: "il y avait des conséquences à court terme, immédiats et dans certains cas persistants à long terme, de ces herbicides et qui contaminent les ressources du sol, de l'eau et des sédiments du Vietnam, la bioaccumulation des dioxines et le grossissement dans la chaîne alimentaire, et les conséquences pour la santé humaine. Selon l'endroit où elle a été "déposée", la dioxine TCDD peut durer "de 1 à 3 ans sur les surfaces du sol qui ont été entièrement exposées à la lumière du soleil, jusqu'à 20 à 50 ans ou plus lorsqu'elles sont enterrées dans des sous-sols tropicaux, et plus de 100 ans dans les sédiments fluviaux et marins." L'ancienne base américaine de Bien Hoa Air Force, située à 40 km au nord-est de Hô Chi Minh-ville, "continue d'être l'un des hauts lieux où, après 48 ans, les taux de TCDD de dioxines dans les

poissons et les crevettes sont encore élevés et où la pêche est interdite dans les étangs et les lacs adjacents à la base aérienne.” [https://file.scirp.org/pdf/OJSS\\_2019022115214447.pdf](https://file.scirp.org/pdf/OJSS_2019022115214447.pdf)

**Seconde Guerre Mondiale.** En janvier, un juge d'Amsterdam a statué que les Archives nationales des Pays-Bas devaient effectuer des recherches aux Archives centrales pour la juridiction criminelle spéciale pour des informations au sujet des soldats SS et les gardes du camp de concentration nazis qui sont encore en vie. Les archives ont interjeté appel du verdict, déclarant qu'elle ne réexaminerait pas les 300 000 dossiers pertinents pour les noms pour trois raisons: ce n'est pas sa tâche, cela n'est pratiquement pas possible, et elle viole le règlement général européen sur la protection des données. Marcel Haenen, «Nationaal Archief Weigert kampbeulen op te Sporen», NRC Handelsblad, 28 février 2019, p. 2 (pas en ligne). Pour le contexte, voir Nouvelles HRWG, Janvier 2019. Merci à Antoon de Baets pour l'information.

Dans un accord datant de 2014, le gouvernement Français a offert 60 millions de dollars de dommages aux survivants de l'Holocauste vivant actuellement aux États-Unis et dans certains autres pays qui ont été transportés dans des camps de concentration nazis dans des trains Français. Le département d'Etat des États-Unis a traité le programme de réparations et a approuvé 386 des 867 réclamations déposées, en collaboration avec les demandeurs “pour retrouver des licences de mariage vieilles de plusieurs décennies, des certificats de décès et des archives relatives à l’expulsion”, a déclaré le *Washington Post*. Les paiements finaux ont été effectués; les revendications qui n'ont pas été approuvées “ne relèvent pas de l'accord.” <https://www.independent.co.uk/news/world/europe/holocaust-france-reparations-railway-trains-concentration-camps-sncf-a8768236.html>

Les Archives nationales de Finlande ont publié un rapport sur l'implication des SS finlandais dans l'assassinat de Juifs, de civils et de prisonniers de guerre entre 1941-1943. Au cours de ces années, 1 408 volontaires finlandais ont servi dans la SS Panzer Division allemande Wiking. Les Archives détiennent les journaux de 76 des volontaires; de nombreuses archives dans le monde ont fourni des documents pour le rapport. [https://valtioneuvosto.fi/artikkeli/-/asset\\_publisher/10616/selvitys-suomalaisten-ss-miesten-osallisuudesta-juutalaisten-siviilien-ja-sotavankien-surmaamiseen-vuosina-1941-1943-on-luovutettu-valtioneuvoston-kan?\\_101\\_INSTANCE\\_3wyslLo1Z0ni\\_languageId=en\\_US](https://valtioneuvosto.fi/artikkeli/-/asset_publisher/10616/selvitys-suomalaisten-ss-miesten-osallisuudesta-juutalaisten-siviilien-ja-sotavankien-surmaamiseen-vuosina-1941-1943-on-luovutettu-valtioneuvoston-kan?_101_INSTANCE_3wyslLo1Z0ni_languageId=en_US)

### **Nouvelles Bilatérales et multilatérales.**

**Balkans.** Le gouvernement de la Republika Srpska a annoncé qu'il avait créé une Commission pour “déterminer la vérité sur les souffrances de tous les peuples de Srebrenica entre 1992 et 1995” et une Commission “pour sonder les crimes de guerre à Sarajevo, ce qui, selon elle, portera sur la façon dont les Serbes ont souffert dans la ville”, a rapporté *BIRN*. À la suite de cette annonce, 31 “experts internationaux sur les conflits dans l'ex-Yougoslavie” ont publié une lettre ouverte disant que les commissions établies par la Republika Srpska “ressemblent au révisionnisme plutôt qu'à un véritable effort pour établir la vérité”. [https://balkaninsight.com/2019/02/08/internationals-condemn-bosnian-serb-srebrenica-commission-02-08-2019/?utm\\_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm\\_campaign=3a03759e22-BI\\_DAILY&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_4027db42dc-3a03759e22-319725265](https://balkaninsight.com/2019/02/08/internationals-condemn-bosnian-serb-srebrenica-commission-02-08-2019/?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=3a03759e22-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-3a03759e22-319725265) ; [https://balkaninsight.com/2019/02/21/bosnian-serb-war-commissions-seeking-to-revise-truth-academics/?utm\\_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm\\_campaign=9cbf2f4485-BI\\_DAILY&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_4027db42dc-9cbf2f4485-319725265](https://balkaninsight.com/2019/02/21/bosnian-serb-war-commissions-seeking-to-revise-truth-academics/?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=9cbf2f4485-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-9cbf2f4485-319725265)

Le chef de la mission de l'OSCE en Bosnie-Herzégovine (BiH), le Président du Haut Conseil de Bosnie-Herzégovine et le procureur en chef du Bureau du procureur de la Bosnie-Herzégovine ont signé un accord pour développer “une archive numérique de toutes les preuves relatives aux crimes de guerre possédées par le Bureau du procureur de la Bosnie-Herzégovine”, a déclaré *Independent Balkan News Agency*. <https://www.balkaneu.com/bosnia-and-herzegovina-to-develop-a-digital-archive-of-evidence-presented-in-war-crimes-cases/>

**Éthiopie/États-Unis.** Nigussie Mergia a été jugé aux États-Unis, accusé de mentir “dans ses documents d'immigration sur son rôle dans la persécution des prisonniers éthiopiens pour leurs opinions politiques pendant la période dite de la terreur rouge” du pays en 1977-78,” a rapporté *justiceinfo.net*. “La preuve de premier plan du gouvernement américain contre Nigussie est un registre authentifié de deux pages qui avait été créé et maintenu par le régime de Dergue” qui énumère les noms des individus, les armes, les munitions et leurs signatures, avec Nigussie sont répertoriés deux fois. L'auteur de l'article a

commenté: “en l'absence d'un système d'archivage national efficace et numérisé en Éthiopie, la possibilité de falsifier et d'imiter le timbre officiel de la SPO [Office des poursuites spéciales] sur le registre ne peut pas être sous-estimée. Falsifier les documents gouvernementaux n'est pas une pratique rare en Éthiopie. Face à une faible responsabilité éthique de la part des employés des archives, il peut être risqué de s'appuyer sur le registre comme preuve concluante.” <https://www.justiceinfo.net/en/justiceinfo-comment-and-debate/opinion/40409-ethiopia-s-red-terror-goes-to-court-in-the-u-s.html>

Grèce/États-Unis. L'Université de Princeton (États-Unis) a nié “toutes les allégations selon lesquelles elle possède illégalement d'anciens manuscrits orthodoxes orientaux” recherchés par l'Église orthodoxe orientale en Grèce, a rapporté le quotidien *Princetonian*. Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG*, Janvier 2019.

Inde/Pakistan. Alors que les tensions ont augmenté brusquement entre les deux voisins à la suite d'une attaque suicide à la bombe qui a tué plus de 40 soldats indiens dans la région contestée du Cachemire, le ministre indien des ressources en eau a annoncé que le gouvernement “a décidé d'arrêter leur part d'eau utilisée qui coule au Pakistan”, a rapporté [india.com](http://india.com). En vertu du traité sur l'eau de l'Indus, les eaux des rivières Ravi, Sutlej et Beas ont été attribuées à l'Inde alors que les eaux de Jhelum, Chenab et Indus ont été attribuées au Pakistan. La Banque mondiale a facilité les négociations sur le traité de 1960; les dossiers des négociations sont aux Archives de la Banque mondiale. <https://www.india.com/news/india/nitin-gadkari-threatens-to-choke-pakistans-waterways-says-will-build-projects-to-divert-water-to-yamuna-3584617/>

Irak/Royaume-Uni. En fondant son rapport sur “les témoignages d'anciens soldats”, *Middle East Eye* a écrit que “l'armée britannique avait mis en œuvre des règles d'engagement” en Irak et en Afghanistan “qui permettait parfois aux soldats de tirer sur des civils non armés soupçonnés de les surveiller. Le ministère de la défense du Royaume-Uni a “refusé de commenter” le rapport; les archives militaires devraient contenir les règles d'engagement.” <https://www.middleeasteye.net/news/anger-iraq-revelation-british-shoot-kill-policy-against-civilians>

Israël/Palestine. En mai 2018, le Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies a créé une Commission d'enquête internationale indépendante sur les manifestations dans le territoire palestinien occupé. La Commission a publié un rapport d'avancement en février ainsi qu'une compilation vidéo montrant quelques-unes des fusillades à la frontière de Gaza entre le 30 mars et le 31 décembre 2018. Il a trouvé des “motifs raisonnables de croire que certaines violations constituent des crimes de guerre” par les forces de sécurité israéliennes et a déclaré que la responsabilité des “décès et blessures illicites était principalement sur deux fronts”: ceux qui employaient la force létale et ceux qui avaient rédigé et approuvé les règles d'engagement. Le rapport est fondé sur 325 entrevues et réunions et plus de “8 000 documents, y compris les affidavits, les rapports médicaux, les rapports Open source, le contenu des médias sociaux, les soumissions écrites et les opinions juridiques d'experts, vidéo et des images de drone, et des photographies.” Israël “n'a pas accordé à la Commission l'accès à Israël ou au territoire palestinien occupé ni n'a coopéré ou fourni des informations” telles que les règles d'engagement. La Commission a identifié ceux qu'elle “juge responsables” et “placera les renseignements pertinents dans un rapport confidentiel à remettre au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. La Commission autorisera le Haut-Commissaire à donner accès à ces informations à la Cour pénale internationale et aux autorités nationales qui mènent des enquêtes crédibles.” [https://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/CoIOPT/A\\_HRC\\_40\\_74.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/CoIOPT/A_HRC_40_74.pdf)

L'ONG B'Tselem a publié “Fake justice: la responsabilité des juges de la Haute Cour de justice d'Israël pour la démolition des foyers palestiniens et la dépossession des Palestiniens.” B'Tselem a commencé à enregistrer des démolitions à domicile en 2006, et jusqu'en 2018 il a documenté la destruction par Israël d’“au moins 1 401 unités résidentielles palestiniennes en Cisjordanie (non compris Jérusalem-est), causant au moins à 6 207 personnes-y compris au moins 3 134 mineurs- la perte de leur maison. Dans les communautés palestiniennes non reconnues par l'État. . de 2006 à 2018 les foyers d'au moins 1 014 personnes vivant dans ces communautés, dont 485 mineurs, ont été démolis plus d'une fois par Israël. Entre janvier 2016 et décembre 2018, “l'administration civile a démoli 630 structures non résidentielles” en Cisjordanie, toutes avec l'acceptation de la Cour. [https://www.btselem.org/sites/default/files/publications/201902\\_fake\\_justice\\_eng.pdf](https://www.btselem.org/sites/default/files/publications/201902_fake_justice_eng.pdf)

Moyen-Orient/Afrique du Nord/États-Unis. L'armée américaine a publié un rapport fortement expurgé préparé par la National Defense University sur les victimes civiles du fait de frappes aériennes ou d'artillerie américaines entre 2015 et 2017 à travers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, y compris les campagnes contre l'EI en Irak et la Syrie. Il a noté qu'il y a "un écart considérable" entre le nombre de victimes civiles que l'organisation non gouvernementale Airwars énumère et le nombre confirmé par l'armée américaine. "Pour que l'armée américaine confirme qu'un civil a été tué ou blessé à la suite de ses opérations, elle doit confirmer l'occurrence de la CIVCAS (victimes civiles) avec l'un de ses tirs. En conséquence, un nombre considérable d'allégations externes sont ignorées en raison de l'insuffisance d'informations. Le processus de vérification de l'armée américaine a également entraîné un arriéré d'allégations externes en suspens, qui, si elle est jugée crédible, permettrait de combler cet écart, mais de ne pas la fermer. Le Centre de justice et de responsabilisation de la Syrie a examiné le rapport et a noté que, bien qu'en 2016, le Congrès des États-Unis ait autorisé des "paiements de condoléances aux victimes syriennes des frappes aériennes de la Coalition, il n'est pas clair si le DOD [Ministère de la défense] n'a jamais fait de paiements de condoléances en Syrie." <https://www.justsecurity.org/wp-content/uploads/2019/02/Civ-Cas-Study-Redacted-just-security.pdf> ; [https://syriaaccountability.org/updates/2019/02/13/us-military-report-on-civilian-casualties-fails-to-address-syrian-concerns/?utm\\_source=SJAC+Weekly+Update&utm\\_campaign=8960de89e8-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2019\\_01\\_10\\_02\\_56\\_COPY\\_01&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_0a7405c641-8960de89e8-90540617](https://syriaaccountability.org/updates/2019/02/13/us-military-report-on-civilian-casualties-fails-to-address-syrian-concerns/?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=8960de89e8-EMAIL_CAMPAIGN_2019_01_10_02_56_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-8960de89e8-90540617)

Arabie Saoudite/Turquie/États-Unis. Le *New York Times* a rapporté que l'enregistrement audio d'une conversation entre le Prince héritier saoudien Mohammed Bin Salman et un "Conseiller sénior" a été "récemment transcrit et analysé dans le cadre d'un effort par les agences de renseignement pour trouver la preuve de qui était responsable" de la mort du journaliste Jamal Khashoggi à l'ambassade d'Arabie saoudite en Turquie en octobre 2018. <https://www.nytimes.com/2019/02/07/us/politics/khashoggi-mohammed-bin-salman.html?action=click&module=Top%20Stories&pgtype=Homepage>

Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires a publié un communiqué de presse sur l'affaire Khoshaggi après une mission d'enquête d'une durée d'une semaine en Turquie, déclarant que "les éléments de preuve indiquent prima facie que des meurtres brutaux et prémédités ont été commis". Elle a dit que son équipe "avait eu accès à certaines informations cruciales sur le meurtre de M. Khashoggi, y compris à certaines parties du matériel audio effrayant et horrible obtenu et conservé par l'Agence turque de renseignement;" cependant, ils n'ont pas été en mesure d'entreprendre un examen technique approfondi de ce matériel, et n'ont pas eu la possibilité d'authentifier indépendamment le matériel audio." Elle a demandé aux autorités turques de "s'acquitter promptement de leur promesse de donner accès aux rapports médico-légaux, scientifiques et policiers". <https://ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=24146&LangID=E>

Sri Lanka/Royaume-Uni. En utilisant la Loi sur la liberté d'information du Royaume-Uni, un journaliste a demandé au Foreign Office des renseignements sur les dossiers concernant Sri Lanka qu'il avait détruits entre 1978 et 1987. La réponse a été que 195 dossiers ont été détruits à partir de la période 1978-1980 et 177 dossiers ont été détruits couvrant la période 1981-1985. Écrivant dans *JDS (Journalists for Democracy in Sri Lanka)*, il a dit que les dossiers de 1981-1985 "ont été détruits entre le 12 juin 2014 et le 2 novembre 2015 — ceci est significatif parce qu'en mai 2015 le Foreign Office a présenté des excuses à de grands historiens pour la destruction d'archives de l'époque coloniale relatives aux guerres sales de la Grande-Bretagne au cours de la soi-disant "fin de l'Empire." <http://www.jdslanka.org/index.php/analysis-reviews/politics-a-economy/849-shredding-skeletons-in-the-closet>

Syrie/États-Unis. La journaliste Marie Colvin a été tuée lors d'un reportage en Syrie en 2012 par une attaque militaire syrienne dirigée contre des journalistes. Sa famille a poursuivi la Syrie au tribunal américain, qui a accordé un jugement de plus de \$300 millions dollars. Le gouvernement syrien n'a pas répondu au procès, mais le mémoire de la famille Colvin avait "presque 1000 pages de pièces jointes, de déclarations et de rapports d'experts". Le Centre de justice et de responsabilisation syrien a mené l'enquête de cinq ans qui a produit le dossier documentaire. <https://cja.org/wp-content/uploads/2019/01/Colvin-v-Syria-Judgment-Redacted-Public-2019.01.30.pdf>; [https://syriaaccountability.org/updates/2019/02/08/what-does-the-marie-colvin-case-mean-for-syrians/?utm\\_source=SJAC+Weekly+Update&utm\\_campaign=84bccc197d-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2019\\_01\\_10\\_02\\_56\\_COPY\\_02&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_0a7405c641-84bccc197d-90540617](https://syriaaccountability.org/updates/2019/02/08/what-does-the-marie-colvin-case-mean-for-syrians/?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=84bccc197d-EMAIL_CAMPAIGN_2019_01_10_02_56_COPY_02&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-84bccc197d-90540617)

## Nouvelles nationales.

Brésil. Le groupe gay de Bahia, “l'une des plus anciennes associations existantes défendant les droits de l'homme et le droit à l'orientation sexuelle libre et l'identité de genre dans le pays”, a déclaré qu'il a documenté 420 morts violentes dans la communauté LGBT en 2018. [https://www.telesurenglish.net/news/Brazil-420-Violent-Deaths-Against-LGBTQ-in-2018-20190215-0008.html?utm\\_source=planisys&utm\\_medium=NewsletterIngles&utm\\_campaign=NewsletterIngles&utm\\_content=8](https://www.telesurenglish.net/news/Brazil-420-Violent-Deaths-Against-LGBTQ-in-2018-20190215-0008.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=8)

Canada. Selon *Motherboard*, qui a obtenu des documents du ministère de la sécurité communautaire et des services correctionnels de l'Ontario, “au moins deux provinces – l'Ontario et la Saskatchewan – maintiennent une “base de données de suivi axée sur les risques” qui collecte des informations sensibles sur la vie des gens. Les données sont “détaillées mais “dé-identifiées”, issues de “conversations entre la police, les services sociaux, les agents de santé, et plus encore, ” qui peuvent tous utiliser les bases de données “pour suivre le comportement des personnes vulnérables — y compris les mineurs et les personnes sans abri, avec peu de surveillance et souvent sans consentement.” [https://motherboard.vice.com/en\\_us/article/kzdp5v/police-in-canada-are-tracking-peoples-negative-behavior-in-a-risk-database](https://motherboard.vice.com/en_us/article/kzdp5v/police-in-canada-are-tracking-peoples-negative-behavior-in-a-risk-database)

République Centrafricaine. Le gouvernement et 14 groupes armés ont signé un accord de paix le 5 février. Une Commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation doit être mise en place dans un délai de trois mois, et le 9 février, le Président a créé une “Commission inclusive” pour précéder la Commission de la vérité, a rapporté [justiceinfo.net](https://www.justiceinfo.net). <https://www.justiceinfo.net/en/tribunals/mixed-tribunals/40320-car-s-special-court-ignored-by-peace-deal.html>

Chili. Un ancien sergent de police nationale a été inculpé pour le meurtre de Camilo Catrillanca, un jeune homme mapuche. Un autre homme a été inculpé en tant que complice, accusé de mentir aux procureurs et de dissimuler des preuves; il a d'abord nié qu'il avait des séquences vidéo de la mise à mort, mais les a produites plus tard, a rapporté *Telesur*. Pour l'arrière-plan, voir *Nouvelles HRWG*, novembre 2018. [https://www.telesurenglish.net/news/Chilean-Police-Sergeant-Formally-Charged-With-Mapuche-Murder-20190221-0011.html?utm\\_source=planisys&utm\\_medium=NewsletterIngles&utm\\_campaign=NewsletterIngles&utm\\_content=10](https://www.telesurenglish.net/news/Chilean-Police-Sergeant-Formally-Charged-With-Mapuche-Murder-20190221-0011.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=10)

Un tribunal chilien a ouvert une nouvelle instruction contre l'ancien commandant en chef de l'armée chilienne, l'accusant d'avoir participé à la torture de 24 personnes après le coup d'État militaire de 1973, a rapporté *Reuters*. L'article n'expliquait pas ce que de nouvelles preuves ont entraîné l'arrestation. <https://www.usnews.com/news/world/articles/2019-02-07/chilean-court-opens-fresh-case-against-ex-army-chief-for-pinochet-era-crimes>

Chine. “Une des bases de données de reconnaissance faciale que le gouvernement chinois utilise pour suivre la population musulmane ouïghour dans la région du Xinjiang a été laissée ouverte sur Internet pendant des mois, a déclaré une firme de sécurité néerlandaise à ZDNet. “La base de données contenait des informations sur 2 565 724 utilisateurs, y compris les “informations très détaillées et très sensibles que quelqu'un trouverait habituellement sur une carte d'identité” plus une “liste des coordonnées GPS, d'emplacements où cet utilisateur a été,” apparemment pris à partir de vidéos publiques. <https://www.zdnet.com/article/chinese-company-leaves-muslim-tracking-facial-recognition-database-exposed-online/>

Colombie. La coalition non gouvernementale contre l'implication des enfants et des jeunes dans le conflit armé en Colombie a déclaré qu'au cours de l'année 2018, le conflit “a touché 213 enfants et jeunes gens” par les blessures, les effets des mines terrestres et les dommages psychologiques, a rapporté *telesur*. [https://www.telesurenglish.net/news/Child-Victims-of-Colombias-Armed-Conflict-Increased-in-2018-20190213-0013.html?utm\\_source=planisys&utm\\_medium=NewsletterIngles&utm\\_campaign=NewsletterIngles&utm\\_content=8](https://www.telesurenglish.net/news/Child-Victims-of-Colombias-Armed-Conflict-Increased-in-2018-20190213-0013.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=8)

Human Rights Watch a déclaré que le gouvernement colombien “a nommé au moins neuf officiers impliqués de façon crédible dans les exécutions extrajudiciaires et autres abus à des postes clés de l'armée.” Il a fourni une analyse des éléments de preuve contre les neuf, y compris les documents signés par les hommes. <https://www.hrw.org/news/2019/02/27/colombia-new-army-commanders-linked-killings>

France. Les chiffres publiés par le ministère de l'intérieur “ont montré une augmentation colossale de 74 pour cent dans le nombre d'attaques contre les Juifs en 2018, ” a rapporté *The Algemeiner*, de 311 en 2017 à 451 en 2018. “Selon l'Office national de vigilance contre l'antisémitisme, plus de 100 plaintes

concernant l'antisémitisme ont été déposées auprès des autorités depuis janvier, ” soit presque le double du nombre de la même période en 2018. <https://www.algemeiner.com/2019/02/12/french-jewish-leaders-decry-wall-of-indifference-surrounding-antisemitism-as-recorded-attacks-leap-by-74/>

Guatemala. Le Congrès discute d'un projet de loi qui accorderait une amnistie générale aux responsables militaires accusés de crimes internationaux liés au conflit armé interne (1960-1996), ordonnant la libération dans les 24 heures des plus de 30 hommes condamnés pour des atrocités de l'époque du conflit comme ainsi que ceux en détention préventive, et de mettre fin à ces affaires judiciaires actuelles et futures, a rapporté *Al Jazeera*. Un groupe de “femmes maya Achi a déposé une injonction contre le projet de loi d'amnistie. Le procès en cours des femmes contre six hommes jugés pour les avoir violées dans une base militaire au début des années 1980 est l'un des nombreux qui seraient clos si la législation proposée devenait Loi. ” Les archives policières ont été utilisées dans des cas importants tels que ceux qui seraient abandonnés, et l'avenir des archives policières pourrait être affecté. <https://www.aljazeera.com/news/2019/02/guatemala-war-crime-survivors-challenge-amnesty-bill-190213234804759.html>

En mars 2017, 41 filles ont été brûlées à mort dans une salle fermée à clef dans la maison d'état de la Vierge de Asuncion Hogar Seguro pour les enfants maltraités et sans abri. Comme les procès ont commencé pour la police et d'autres agents publics accusés d'avoir omis d'empêcher les décès, le *New York Times* a enquêté sur l'affaire. Les journalistes ont examiné “plus de deux douzaines de dossiers de victimes et de survivants” et ont interviewé “des membres de la famille, des employés de maison de groupe et des fonctionnaires” et ont trouvé “un modèle d'allégations d'abus physiques, psychologiques et sexuels à l'installation remontant à plusieurs années. La Division des droits de l'homme du Procureur général enquête sur 25 rapports d'abus à la maison entre 2016 et 2017.

<https://www.nytimes.com/2019/02/14/world/americas/guatemala-shelter-fire-trial.html>

Inde. Arunachal Pradesh, une province du Nord-Est de l'Inde limitrophe avec la Chine, Myanmar et le Bouthan, a connu des émeutes en Février qui ont causé la mort d'au moins 3 personnes et blessé plus de 35, selon le *South Asia Terrorism Portal*. Les protestations ont fait suite à une recommandation au gouvernement provincial du Comité mixte de Haute Puissance selon laquelle “les certificats de résidents permanents soient fournis à 6 tribus pas inscrites à Arunachal Pradesh;” les membres de ces 6 communautés veulent être reconnus résidents de cet état. A la suite de ces émeutes, le ministre en chef de la province a déclaré que le gouvernement ne tiendra pas d'autres discussions à ce sujet.” <http://www.satp.org/second-sight-volume-1-no-13>

*Scroll.in* a découvert que 310 millions de carte d'identité d'électeurs étaient “liées à un numéro d'identité biométrique unique” (le controversé Aadhaar) pour les élections de décembre à Telangana, ou des centaines de milliers d'électeurs “ont découvert leurs noms manquants des listes électorales.” La Commission électorale de l'État a déclaré que “les noms des électeurs n'avaient pas été vérifiés lors de la liaison des rouleaux d'identité électorale avant les élections générales. ”Des documents publiés en vertu de la Loi sur le droit à l'information, y compris des “procès-verbaux des réunions, circulaires et correspondance entre la Commission électorale de l'Inde, les commissions électorales de l'État, unique l'Autorité Unique d'Identification de l'Inde.. et les organismes gouvernementaux” montrent “de sérieuses inquiétudes au sujet de la mise en relation des cartes d'électeur à Aadhaar sans que les citoyens sachent que cela se produisait. Pour de l'information sur Aadhaar, voir *Nouvelles HRWG*, Septembre 2018. <https://scroll.in/article/914123/scroll-investigation-you-may-not-even-know-how-your-voter-id-was-linked-to-aadhaar>

Indonésie. Cinq rapporteurs des droits de l'homme des Nations Unies ont publié une déclaration conjointe après “la diffusion en ligne d'une vidéo d'un garçon Papou indigène, menotté, interrogé par la police indonésienne avec un serpent enroulé autour de son corps. On entend le garçon, arrêté le 6 février pour avoir prétendument volé un téléphone portable, crier de peur tandis que les policiers riant poussent la tête du serpent vers son visage.” La police indonésienne s'est excusée pour l'incident, mais les fonctionnaires de l'ONU ont dit que l'Indonésie devait mener des “enquêtes rapides et impartiales” sur la “discrimination et le racisme profondément enracinée que les Papous autochtones affrontent” et “l'usage excessif de la force par policiers et militaires impliqués dans l'application de la loi en Papouasie.” <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=24187&LangID=E>

Irlande. Un député a demandé la publication des archives de la Commission foncière qui remontent au début des années 1890, soulignant que les documents connexes sont accessibles au public en Irlande du Nord. Le ministre du patrimoine a déclaré que le ministère de l'agriculture, qui a la garde des archives, n'a "aucun plan immédiat" pour rendre les documents disponibles parce qu'ils "contiennent des renseignements personnels et privés et, en tant que tels, sont assujettis à la protection des données, y compris les titres de propriété des successions déposés auprès de l'ancienne Commission terrestre irlandaise par les familles débarquées lorsque le terrain a été transféré", a rapporté *l'Irish Times*. <https://www.irishtimes.com/news/politics/oireachtas/government-has-no-plans-to-release-treasure-trove-of-historic-documents-1.3802049>

L'Université nationale Galway d'Irlande mène des entrevues d'histoire orale avec les survivants de la Maison de bébé et de Mère Tuam et avec les gens qui vivaient à proximité, a rapporté Galway Daily. La préservation de l'histoire personnelle va "s'assurer que leur récit ne peut pas être déformé au fil du temps". Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG*, Octobre 2017. <https://www.galwaydaily.com/news/archiving-the-personal-stories-of-injustice-at-the-tuam-mother-and-baby-home/>

Israël. Les Archives d'État ont publié un "catalogue de documents d'archives classifiées l'été dernier, les affichant en ligne dans 363 feuilles distinctes." +972 Magazine a analysé l'information et constaté que le plus ancien document classifié est daté de 1821, plus de 100 datent des années 1800, et plus de 2 000 avant la Fondation de l'État. En outre, "un cinquième des dossiers, jugés trop sensibles par le gouvernement, ont été exclus de la diffusion." <https://972mag.com/israel-archives-1800s-classified/140144/>

Mali. La Commission Vérité, Justice et Réconciliation est chargée d'enquêter sur les conflits entre 1960 et aujourd'hui. Elle est presque à la fin de son mandat, avec 10 223 déclarations recueillies par des témoins et des victimes depuis janvier 2017, a rapporté [justiceinfo.net](http://justiceinfo.net). Toutefois, la Commission n'a pas tenu d'audiences publiques et "ne fait que commencer à se déployer dans les régions touchées par les crises qu'elle évalue." <https://www.justiceinfo.net/en/truth-commissions/39996-mali-and-the-difficulty-of-seeking-truth-under-fire.html>

Mexique. Le Sous-secrétaire aux droits de l'homme a tenu une conférence de presse pour annoncer un plan pour la recherche de "40 000 personnes disparues," a rapporté *Hoy Los Angeles*, enquêter sur "plus de 1 100 tombes clandestines" et identifier les "26 000 corps non identifiés dans les bureaux des coroners. Il a dit qu'un objectif est "d'avoir toutes les (personnes disparues) possibles dans une seule base de données, ce qui nous donnera une idée de l'ampleur du problème, afin que nous puissions traiter le problème plus efficacement." <https://www.hoylosangeles.com/efe-3887838-15095195-20190204-story.html>

Nicaragua. Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a publié un communiqué de presse disant: "Nous sommes extrêmement préoccupés par le fait que des agents du ministère de l'intérieur du Nicaragua ont mené, le 7 février, un raid, prétendument sans mandat comme exigé par la Loi, sur les bureaux de la *Nicaragüense para la Democracia y Desarrollo* (communément appelé 'Red local'), qui est une coalition composée de 22 organisations de la société civile travaillant à travers le pays. Des documents et des biens ont été saisis, et selon certains rapports, deux membres du personnel de Red local ont été arrêtés pendant quelques heures et libérés par la suite." <http://www.scoop.co.nz/stories/WO1902/S00041/comment-on-a-raid-on-key-nicaraguan-civil-society-groups.htm>

Sud-Soudan. La Commission des Nations Unies des Droits de l'Homme au Sud-Soudan a pour mission de "recueillir et de préserver les preuves et de clarifier la responsabilité des violations flagrantes et des atteintes aux droits de l'homme et des crimes connexes" et de "mettre ces informations à la disposition de tous les mécanismes de justice transitionnelle." Il a présenté son premier rapport, en disant qu'il a pris "135 déclarations de témoins individuels détaillées et recueilli plus de 3 100 documents, y compris les dossiers confidentiels, couvrant les incidents au Soudan du Sud depuis décembre 2013" et analysé "le matériel recueilli lors du mandat précédent. Tous les éléments de preuve sont conservés dans la base de données et les archives confidentielles de la Commission. La Commission "a identifié un certain nombre de personnes, d'unités et de groupes qui assument la responsabilité des violations et des crimes qui y sont liés, et les personnes concernées devraient être poursuivies". Parmi les autres recommandations, la Commission a exhorté le gouvernement à "veiller à ce qu'un système de données soit établi pour collecter, analyser et publier régulièrement des données statistiques sur le nombre de plaintes concernant toutes les formes de violence sexiste à l'égard des femmes" et la mission des

Nations Unies devrait veiller à ce que le gouvernement s'y conforme. Le Conseil des droits de l'homme a prorogé le mandat de la Commission pour une autre année. [https://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/CoHRSouthSudan/A\\_HRC\\_40\\_CRP\\_1.docx](https://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/CoHRSouthSudan/A_HRC_40_CRP_1.docx)

Sri Lanka. Le projet non-gouvernemental, international de vérité et de justice, basé en Afrique du Sud, a publié un rapport sur le chef d'état-major de l'armée du Sri Lanka, Shavendra Silva, exhortant le gouvernement à "le suspendre immédiatement" "en attendant l'enquête sur les allégations graves multiples sur sa conduite pendant la guerre civile en 2008-2009. Le dossier de 137 pages "contient des photographies, des SMS contemporains et des témoignages, y compris des initiés, et des preuves des communiqués officiels de l'armée qui ont été supprimées hors ligne après la guerre pour cacher la vérité, ainsi que des dessins sur les conclusions des rapports d'investigation de l'ONU." <http://www.itjpsl.com/assets/shavendra-Silva> ; <http://www.jdslanka.org/index.php/news-features/politics-a-current-affairs/848-shavendra-silva-itjp-war-crimes-dossier>

Syrie. L'Institut mondial de politique publique, non-gouvernemental de Berlin a publié une étude disant qu'il avait "prouvé de façon crédible" 336 utilisations d'armes chimiques en Syrie, 98% par le gouvernement syrien et ses affiliés. L'étude est fondée sur "le jeu de données le plus complet des incidents d'armes chimiques qui ont eu lieu au cours de la guerre civile syrienne compilé à ce jour. Dans la construction de cette base de données, nous avons recueilli et examiné 498 rapports discrets d'utilisation d'armes chimiques en Syrie à partir d'un large éventail de sources fermées et ouvertes. Le premier incident déclaré crédible s'est produit le 23 décembre 2012, et le plus récent a eu lieu le 7 avril 2018." <https://www.gppi.net/2019/02/17/the-logic-of-chemical-weapons-use-in-syria>

Le réseau syrien non-gouvernemental pour les droits de l'homme (SNHR) a signé un mémorandum d'accord avec le Mécanisme international impartial et indépendant des Nations Unies pour aider à enquêter et à poursuivre les personnes responsables des crimes les plus graves commis en Syrie depuis mars 2011. Le SNHR "a remis la première tranche" de données extraites de la base de données SNH sur un "grand nombre d'incidents" et livrera des versements supplémentaires "dans les semaines à venir". <http://sn4hr.org/blog/2019/02/28/53371/>

L'ONG Syriens pour la vérité et la justice a publié un rapport "sur le nombre d'enfants recrutés ou utilisés dans le travail forcé en 2018 par le régime et l'opposition" sur la base de 25 entrevues de témoins et de revues de pages Facebook. [https://stj-sy.com/en/view/1180?utm\\_source=SJAC+Weekly+Update&utm\\_campaign=8960de89e8-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2019\\_01\\_10\\_02\\_56\\_COPY\\_01&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_0a7405c641-8960de89e8-90540617](https://stj-sy.com/en/view/1180?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=8960de89e8-EMAIL_CAMPAIGN_2019_01_10_02_56_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-8960de89e8-90540617)

Taiwan. Le "228 incident" font référence au tournage de manifestants par le personnel de sécurité le 28 février 1947 au Bureau du gouverneur général à Taipei. La Commission de justice transitionnelle a déclaré que "1 056 personnes.. ont été tuées ou injustement condamnées dans une répression brutale au cours du massacre des 228 en 1947" et seront exonérés, a rapporté le *Taipei Times*, ce qui porte le total exonéré jusqu'ici à 3 831. "Selon les documents historiques récemment découverts, beaucoup plus de gens auraient pu être tués dans l'incident ou lors de la répression", a déclaré la Commission. Les familles des victimes peuvent demander une indemnisation "sur la base des documents pertinents et des rapports de recherche historiques." <http://www.taipeitimes.com/News/taiwan/archives/2019/02/27/2003710497>

Royaume-Uni. Les incidents antisémites sont à un niveau record pour la troisième année consécutive, a rapporté le *Guardian*. "L'année dernière, 1 652 incidents, soit une augmentation de 16% sur 2017, ont été consignés par le *Community Security Trust*, qui surveille l'antisémitisme depuis 35 ans." [https://www.theguardian.com/news/2019/feb/07/antisemitic-incidents-uk-record-high-third-year-in-row-community-security-trust?utm\\_term=RWRpdG9yaWFsX0d1YXJkaWFuVG9kYXIVS19XZlVrZGF5cy0xOTAyMDc%3D&utm\\_source=esp&utm\\_medium=Email&utm\\_campaign=GuardianTodayUK&CMP=GTUK\\_email](https://www.theguardian.com/news/2019/feb/07/antisemitic-incidents-uk-record-high-third-year-in-row-community-security-trust?utm_term=RWRpdG9yaWFsX0d1YXJkaWFuVG9kYXIVS19XZlVrZGF5cy0xOTAyMDc%3D&utm_source=esp&utm_medium=Email&utm_campaign=GuardianTodayUK&CMP=GTUK_email)

États-Unis. Les impressions vocales sont des "signatures vocales uniques et numérisées qui permettent aux autorités d'effectuer la reconnaissance vocale sur les appels". *The Appeal* a rapporté que "les établissements correctionnels à l'échelle nationale ont construit des bases de données avec des centaines de milliers d'empreintes de voix de personnes incarcérées", y compris celles des détenus avant le procès dont les empreintes sont conservées même si des accusations sont abandonnées ou qu'ils sont trouvés non coupables. <https://theappeal.org/jails-across-the-u-s-are-extracting-the-voice-prints-of-people-presumed-innocent/>

“Le département de la défense teste les appareils mobiles qui utilisent plusieurs biométrie pour authentifier continuellement les utilisateurs” des téléphones mobiles, a rapporté *Federal Computer Week*. Les puces dans les dispositifs “analysent la façon de marcher d'un utilisateur, l'emplacement, la structure faciale et les modèles vocaux.” <https://gcn.com/articles/2019/02/01/dod-mobile-biometric-id.aspx>

Un spécialiste en bioéthique écrivant dans *STAT* a rapporté que lorsque les autorités de l'immigration “croient qu'une personne qui a franchi la frontière [nationale] prétend être un enfant, mais peut avoir plus de 18 ans, ils appellent des dentistes médico-légaux pour prendre des radios panoramiques” dont ils prétendent qu'elles peuvent déterminer l'âge d'un individu. Il conclut: “les dentistes qui choisissent d'effectuer ces radiographies ‘déterminantes de l'âge’ le long de la frontière méridionale sont en violation de leurs devoirs professionnels et devraient cesser cette activité punitive.” [https://www.statnews.com/2019/02/13/unethical-behavior-forensic-dentists-southern-border/?utm\\_source=STAT+Newsletters&utm\\_campaign=6c7a2ed2ab-MR\\_COPY\\_08&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_8cab1d7961-6c7a2ed2ab-149736437](https://www.statnews.com/2019/02/13/unethical-behavior-forensic-dentists-southern-border/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=6c7a2ed2ab-MR_COPY_08&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-6c7a2ed2ab-149736437)

Le département de la Défense dirige le Musée national de la santé et de la médecine qui détient les Archives du Conseil américain d'odontologie médico-légale (ABFO). ABFO fournit des “normes et des lignes directrices” pour la pratique controversée de l'analyse des marques de morsure humaine pour identifier la personne qui a mordu. Le projet non gouvernemental *Innocence Project* a demandé l'accès aux Archives de l'ABFO “pour examiner comment les méthodes d'analyse des marques de morsure ont été développées, ainsi que pour examiner le travail des odontologues médico-légaux individuels fait dans les affaires criminelles stockées dans les archives,” a rapporté le *New York Law Journal*. Le Musée a rejeté la demande “après que l'archiviste du Musée a conféré à l'ABFO;” le Musée “a déclaré dans une lettre formelle qu'il n'était pas d'accord avec le point de vue des chercheurs, leurs conclusions probables, et son discours planifié et de plaider pour le compte de personnes potentiellement condamnées à tort.” Le projet a ensuite déposé une demande en conformité avec la loi sur la liberté d'information, demande qui a été refusée et qui se poursuit maintenant pour accéder aux archives. La lettre du Musée viole les principes d'accès aux archives. <https://www.law.com/newyorklawjournal/2019/02/20/innocence-project-sues-for-access-to-museums-bite-mark-archive/?slreturn=20190125154418>

*The Associated Press reported that the government has stopped force-feeding men on hunger strike in the El Paso immigration detention center. For background, see HRWG News 2019-01.* <https://abcnews.go.com/US/wireStory/ice-halts-force-feeding-immigrant-detainees-61089693>

*Associated Press* a rapporté que le gouvernement a cessé d'alimenter les hommes en grève de la faim dans le centre de détention d'immigration d'El Paso. Pour le contexte, voir Nouvelles HRWG, Janvier 2019. <https://abcnews.go.com/US/wireStory/ice-halts-force-feeding-immigrant-detainees-61089693>

Les records du Bureau de la réinstallation des réfugiés montrent qu'il y a eu 4 556 rapports d'abus sexuels sur des enfants migrants dans des “refuges et prestataires de soins agréés” qui abritent des enfants migrants non accompagnés, selon *VICE News*. “La majorité de ces rapports sont des cas d'enfants migrants abusant d'autres enfants migrants, mais 178 rapports relatent des abus commis par les employés dans les installations.” [https://news.vice.com/en\\_us/article/7xn7we/thousands-of-migrant-children-in-federal-custody-have-been-allegedly-sexually-abused-hhs-documents-show](https://news.vice.com/en_us/article/7xn7we/thousands-of-migrant-children-in-federal-custody-have-been-allegedly-sexually-abused-hhs-documents-show)

Un chercheur médical à l'Université Rockefeller des années 1940 aux années 1980 a abusé sexuellement des enfants; le médecin est décédé. L'Université a “publiquement reconnu” la “conduite inappropriée” et est “toujours en train d'enquêter sur le médecin, et elle aurait contacté 1 000 anciens patients pour demander s'ils ont des informations à partager” sur l'abus, a signalé *BuzzFeed News*. Le médecin a pris des photographies des enfants; certains des enfants d'alors veulent leurs images supprimées des publications écrites par le médecin qui sont apparues dans des revues scientifiques. [https://www.buzzfeednews.com/article/stephaniemlee/reginald-archibald-rockefeller-sex-abuse-studies?utm\\_source=STAT%2BNewsletters&utm\\_campaign=ab0f5c8765-MR\\_COPY\\_12&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_8cab1d7961-ab0f5c8765-149736437](https://www.buzzfeednews.com/article/stephaniemlee/reginald-archibald-rockefeller-sex-abuse-studies?utm_source=STAT%2BNewsletters&utm_campaign=ab0f5c8765-MR_COPY_12&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-ab0f5c8765-149736437)

Une Cour d'appel fédérale a statué que la procédure du grand jury dans le cas du dernier lynchage des États-Unis-de deux couples afro-américains dans la Géorgie rurale en juillet 1946 - devrait être

communiquée à des fins de recherche, a rapporté *Associated Press*. Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG*, Octobre 2018. <https://apnews.com/a60487cfe88a42f59fd5254c78f11819>

Zimbabwe. Forum, une ONG spécialisée dans la défense des droits de l'homme, a signalé le 6 février qu'elle avait documenté "au moins 1803 violations des droits de l'homme" au cours des trois semaines précédentes, avec l'armée nationale du Zimbabwe et la police de la République du Zimbabwe "impliquées dans toutes les catégories de violations." <http://www.hrforumzim.org/press-releases/daysofdarkness2/>

### **Conférences, publications.**

La Conférence MyData sur la gestion des données personnelles centrée sur l'homme, organisée par MyData global, aura lieu cette année du 25 au 27 septembre à Helsinki, en association avec la présidence finlandaise de l'UE. L'appel à propositions sur papier est ouvert jusqu'au 31 mars: <https://mydata.org/mydata-2019-cfp>

Bonnes lectures: Les actes du Congrès européen d'octobre 2016 "Droit à l'oubli contre droit de se souvenir": <https://www.aspeditions.be/nl-be/book/the-right-to-be-forgotten-vs-the-right-to-remember/16454.htm>

Étude de cas d'initiatives archivistiques pour les collections des Autochtones: [https://www2.archivists.org/sites/all/files/Case\\_1\\_Archival\\_Initiatives\\_for\\_Indigenous\\_Collections.pdf](https://www2.archivists.org/sites/all/files/Case_1_Archival_Initiatives_for_Indigenous_Collections.pdf)

Sedona Conférence - groupe de travail sur la conservation des documents électroniques et la production: primer sur les médias sociaux, deuxième édition: [https://thesedonaconference.org/publication/Primer\\_on\\_Social\\_Media](https://thesedonaconference.org/publication/Primer_on_Social_Media)

Utilisation de données d'applications spéciales au Tribunal pour documenter les atrocités: <https://www.justiceinfo.net/en/other/40176-mass-atrocities-there-s-an-app-for-that.html>

Techniques d'imagerie pour numériser les enregistrements sonores des procès de Nuremberg: [https://www.pri.org/stories/2019-02-04/scientist-used-imaging-techniques-rescue-sound-nuremberg-trials?utm\\_medium=email&utm\\_campaign=Night%20note%20Feb%205%202019&utm\\_content=Night%20note%20Feb%205%202019+CID\\_5977067cef6fd16e80ea5af12eb7e184&utm\\_source=newsletter&utm\\_term=This%20scientist%20used%20imaging%20techniques%20to%20rescue%20sound%20from%20the%20Nuremberg%20Trials](https://www.pri.org/stories/2019-02-04/scientist-used-imaging-techniques-rescue-sound-nuremberg-trials?utm_medium=email&utm_campaign=Night%20note%20Feb%205%202019&utm_content=Night%20note%20Feb%205%202019+CID_5977067cef6fd16e80ea5af12eb7e184&utm_source=newsletter&utm_term=This%20scientist%20used%20imaging%20techniques%20to%20rescue%20sound%20from%20the%20Nuremberg%20Trials)

"Des archives éthiques pour le web": <https://harpers.org/archive/2018/12/preservation-acts-archiving-twitter-social-media-movements/>

L'appareil photo comme une arme de l'impérialisme: <http://www.nytimes.com/2019/02/06/magazine/when-the-camera-was-a-weapon-of-imperialism-and-when-it-still-is.html>

**Merci de partager avec nous!** [trudy@trudypeterson.com](mailto:trudy@trudypeterson.com)

**Le groupe de travail sur les droits de l'homme est reconnaissant au magazine d'archives italien en ligne *Il Mondo Degli Archivi* d'assurer la gestion de la distribution des *Nouvelles HRWG*. Pour vous abonner aux *Nouvelles*, entrez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez ici: <https://anai.us13.list-manage.com/subscribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>**

(Traduction française : Rémi Dubuisson)